

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 Rue du docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AVEL Société**

L'Ombre  
16320 Magnac-Lavalette-Villars

Références : 2025 1415 UbD16-86 Env  
Code AIOT : 0007211954

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement AVEL Société implanté L'Ombre 16320 Magnac-Lavalette-Villars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AVEL Société
- L'Ombre 16320 Magnac-Lavalette-Villars
- Code AIOT : 0007211954
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AVEL, est spécialisée dans le négoce et la fabrication de produits d'entretien du cuir par mélange à chaud ou à froid de différentes matières premières, dont des liquides inflammables.

Le site de Magnac-Lavalette-Villars est organisé sur 3 bâtiments :

- un bâtiment de production comprenant principalement des ateliers de fabrication et une zone de conditionnement, un laboratoire, une zone de stockage sur racks de matières premières, un local incendie et un local chaudière et une zone extérieure de stockage sous auvent de liquides inflammables en vrac ou en GRV,
- un bâtiment annexe de stockage d'emballages,
- un bâtiment logistique de stockage des produits finis provenant soit du site, soit de sous-traitant (notamment la production de bombes aérosols), soit d'entreprises de négoce.

Les activités déclarées du site relèvent, au titre des ICPE, du régime de la déclaration (récépissé du 07/05/2015) pour le stockage matières plastiques, de liquides inflammables, de gaz inflammables liquéfiés et le mélange à froid et à chaud de liquides inflammables.

Une précédente visite d'inspection réalisée fin 2023 a mis en évidence une exploitation d'installations classées sans l'autorisation ou l'enregistrement requis au titre de la législation sur les ICPE.

Le préfet de la Charente a mis en demeure l'entreprise AVEL, par décision du 17/04/2024, de régulariser la situation sous 1 an.

Lors de la présente inspection, ont été visités l'ensemble des installations.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rétention	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 271, annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	15 jours
2	Interdiction de substances contenant des PFAS	Règlement européen du 20/06/2019, article 2019/1021, annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure préfectorale du 17/04/2024 peut être considérée comme satisfaite concernant les dispositions suivantes :

point 2.7.1., annexe I de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 (ICPE 4331) : étanchéité des sols des aires de stockage ou de manipulation de matières dangereuses.

L'exploitant devra vérifier la conformité de ses émulseurs anti-incendie.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 271, annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions des aires et locaux de travail

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats lors de la précédente inspection (04/09/2025)</u></p> <p>Concernant la présence de tuyauteries fixes servant au transfert de liquides inflammables (et d'autres produits chimiques) qui passent au-dessus de zones non revêtues et non étanches, l'exploitant a transmis un devis de juin 2024 établi par la société BTGO pour réaménager la zone de dépotage de façon à collecter les effluents éventuels vers la rétention des liquides inflammables.</p> <p>En septembre 2024, l'exploitant s'engageait pour une mise en œuvre en novembre 2024.</p> <p>En juillet 2025, l'exploitant indiquait que l'entreprise devait venir sur site en septembre pour définir un calendrier des travaux.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le devis devait être actualisé avant de fixer un calendrier de réalisation.</p> <p>À ce jour et suite à la visite, aucune information n'a été transmise à l'inspection (devis actualisé, commande ferme, calendrier des travaux).</p> <p><u>Constat lors de la présente inspection</u></p> <p>Les travaux ont été réalisés début novembre 2025.</p> <p>La zone de dépotage a été réaménagée avec une étanchéification des surfaces au droit des raccords de tuyauterie fixe et la création d'un avaloir associé à des rétentions en citerne destinées à recevoir les écoulements accidentels.</p> <p>Des vannes manuelles de coupure permettant de séparer les effluents vers le réseau d'eau pluviale ou la rétention sont présentes. Leur fonctionnement est explicité à travers 2 panneaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de lever pleinement la mise en demeure sur ce point, l'exploitant justifiera du volume de la rétention créée au regard du volume susceptible de se déverser lors d'un dépotage.</p> <p>Ce volume devra également être au moins égal au minimum défini aux articles 2.7.2 et 2.7.4 de l'<i>arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.</i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>
<p><b>N° 2 : Interdiction de substances contenant des PFAS</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 2019/1021, annexe 1</p>

<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3 Contrôle de la fabrication, de la mise sur le marché et de l'utilisation, et inscription des substances sur la liste 1.</p> <p>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>Article 4 Dérogations aux mesures de contrôle 1.</p> <p>L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: [...] b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entrepôt est équipé d'un système d'extinction automatique dopé à la mousse et de PIA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se renseigner auprès de son fournisseur d'émulseur afin de s'assurer de la conformité des usages.</p> <p>En cas d'émulseurs contenant des substances interdites, l'exploitant doit établir un plan de substitution et d'élimination des émulseurs.</p> <p>Il transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées pour démontrer la bonne prise en compte de la réglementation en vigueur en justifiant notamment les échéances de remplacement des émulseurs.</p> <p>Si l'émulseur contient du PFHxS :</p> <p>Utilisation interdite. L'émulseur devra substituer et traiter les émulseurs.</p> <p>La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,1 mg/kg pour les mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie.</p> <p>Si l'émulseur contient du PFOS :</p> <p>Utilisation interdite. L'émulseur devra substituer et traiter les émulseurs. La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,025 mg/kg pour les mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie.</p> <p>Si l'émulseur contient du PFOA :</p> <p>Utilisation autorisée jusqu'au 3 décembre 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.</p>

Après le 3 décembre 2025, la présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces restera possible en-deçà de : 0,025 mg/kg pour le PFOA et ses sels ; 1 mg/kg pour les composés apparentés.

Si l'émulseur contient des PFCA C9-C14 :

Utilisation interdite depuis le 25 février 2023 à partir d'une concentration de 25 mg/kg pour PFCA en C9-C14 et 260 mg/kg pour les composés apparentés

Etait autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.

Si l'émulseur contient du PFHxA :

Utilisation encore autorisée en 2025 (interdiction à partir du 10 avril 2026 au-delà d'une concentration de 0,025 mg/kg pour PFHxA et 1 mg/kg pour les composés apparentés).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois